

des victimes. Il n'y réussirent pas cette fois-ci, d'après moi, car tous les principaux journaux du pays déclarent que le ministre de l'Agriculture a agi d'une façon compétente, convenable, judicieuse et juste à l'endroit des cultivateurs.

Comme je le disais, j'ai ici le texte du discours du ministre. Je n'ai pas le temps de le lire en entier, mais voici ce que le ministre disait:

Précisément, je souhaite que votre organisme à tous les niveaux examine et discute...

Il n'a pas dit mettre en vigueur.

...d'une manière tout à fait objective la possibilité de mettre de côté une partie du dernier paiement sur le blé, en vue de constituer un fonds qui pourrait servir à partager toute perte survenant éventuellement en cas de non-paiement d'un client ayant acheté à crédit.

Il ne proposait pas que ce fonds serve dans le cas des ventes déjà faites à la Chine. Il voulait parler des programmes de vente à venir, et ce détail est d'importance.

Il y a une autre question au sujet de laquelle je désire prendre position. Un des partis politiques du Canada est particulièrement opposé aux ventes de blé à la Chine parce que ses membres estiment que ces ventes sont mauvaises. C'est un tour de force que j'admire chez eux. Pendant la campagne électorale, ils se sont déclarés contre les ventes de blé à la Chine, mais je leur rappellerai qu'il vaut mieux d'être bien alimenté pour ne pas être bon communiste, et je leur signalerai que d'autres pays, tels l'Australie et la Nouvelle-Zélande, vendent aussi du blé à la Chine, et que la Grande-Bretagne et le reste de l'Europe continuent de commercer avec ce pays. Pourquoi ne continuerions-nous pas à commercer avec ces pays qui n'ont pas tout ce qu'il leur faut pour se nourrir?

Aux honorables représentants qui s'opposent à la vente de blé à la Chine, je servirai leurs propres arguments. Nous n'établirons jamais la sécurité et la paix dans un pays où les gens crèvent de faim. Tout homme qui a la tête bien plantée sur les épaules luttera jusqu'à la mort si ses enfants sont affamés, et comme nous sommes le grenier d'une grande partie du monde, il nous faut continuer à commercer avec les pays qui ont besoin de nos produits alimentaires. Le nouveau parti démocratique lui-même n'est-il pas allé jusqu'à dire que mieux vaut du pain que des balles. Tous les Canadiens veulent la paix et croient que tous les êtres humains, d'un côté ou de l'autre du rideau de fer, devraient avoir le droit de vivre dans la dignité, au milieu de leurs parents et de leurs amis, sans souffrir de la faim. En ma qualité de député conservateur de l'Ouest, je suis fier que le gouvernement ait jugé bon de conclure de

[M. Woolliams.]

tels marchés avec la Chine comme il le fait avec d'autres pays du monde.

**M. Olson:** Monsieur le président, jusqu'ici, le débat a surtout porté sur la récente proposition du ministre de l'Agriculture selon laquelle les associations agricoles qui s'occupent d'écouler les céréales devraient participer davantage à la vente du blé à l'étranger. Que ce soit les chefs de parti qui, dans chaque cas, ont lancé le débat, voilà qui souligne l'importance de la question à l'étude. Avec l'assentiment de la Chambre, le ministre de l'Agriculture lui-même a prononcé deux discours où il a dépassé la limite de temps prévue par le Règlement et les deux fois, il a surtout parlé du blé.

Je n'ai pas l'intention de m'en tenir à la question du blé ou d'analyser les recommandations du ministre qui a demandé aux associations agricoles d'assumer une plus grande responsabilité et de plus grands risques dans l'avenir à l'égard des ventes de blé, même si une couple d'idées très importantes n'ont pas assez retenu l'attention. Une chose qui m'inquiète plus que toute autre au sujet des cultivateurs de l'Ouest, c'est l'idée que le ministre a si bien mise en lumière voulant que les cultivateurs de l'Ouest obtiennent du présent gouvernement à peu près tout ce qu'ils veulent et qu'ils reçoivent même plus que leur juste part des deniers publics et plus que leur juste part de l'attention du ministère fédéral de l'Agriculture.

J'ai ici un article publié dans le *Western Producer* du 2 août 1962 sous le titre «Mettons les choses au point.» En voici le texte:

Nous en avons soupé de ces gens qui, avant, pendant et après la campagne électorale ont prétendu expliquer le vote des Prairies en laissant entendre que les conservateurs ont «acheté» le vote des agriculteurs à coups de «cadeaux» du gouvernement.

Nos lecteurs se rappellent peut-être que le soir des élections, certains comiques ont dit qu'on ne pouvait entrer dans une ferme des Prairies sans d'abord pousser du pied un monceau de chèques du gouvernement. Une autre plaisanterie—du moins on a voulu croire que c'en était une—voulait que chaque fois qu'un agriculteur ouvrait sa boîte au bureau de poste, il en tombait quelques aumônes de plus sous forme de chèques.

J'ai l'intention de revoir dans un instant certains faits concernant le revenu agricole dans les Prairies durant la période précédant les élections, de même que les frais d'exploitation durant la même période. Mais auparavant, j'aimerais citer un ou deux autres extraits du même journal afin qu'on voie exactement ce que les agriculteurs des Prairies pensaient avant les élections:

Novembre 1961: un versement au titre de l'assistance à l'agriculture des Prairies d'environ \$60,000,000 aux agriculteurs qui avaient eu une récolte plus ou moins déficitaire...